



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
N° 140 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2009

---

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

---

## Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>4</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>10</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>11</b>
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	12
<i>Les placements des ménages</i>	14
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	14
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>15</b>
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	15
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	15
<i>L'endettement des ménages</i>	16
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>18</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>20</b>
6.1 <i>Taux réglementés</i>	20
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	20
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	20
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	20
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>21</b>
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	21
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

## Méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

### 3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

### **5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux**

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

## 1. Synthèse

### Evolution monétaire et financière internationale

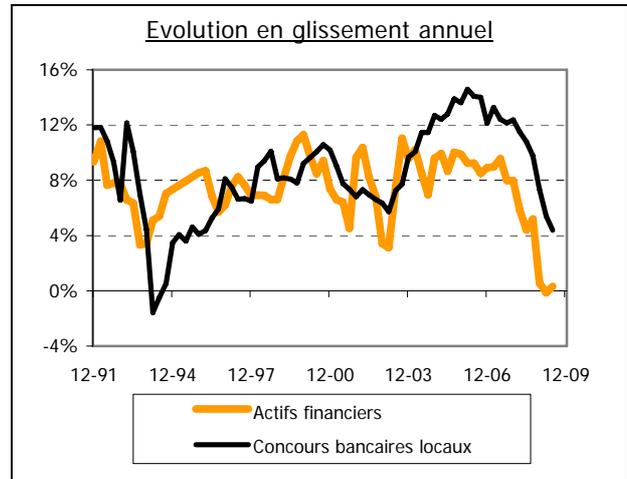
La crise qui a touché les grandes économies mondiales à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 avant de s'étendre à l'ensemble des pays semble connaître une inflexion, au point que les premières estimations de PIB dans certains pays pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 font apparaître un retour de la croissance. Plusieurs facteurs ont contribué à ce redressement : la désinflation qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages, les plans de relance massifs mis en oeuvre par les gouvernements, le soutien des pouvoirs publics aux systèmes financiers, enfin les baisses très fortes de taux directeurs décidées par les banques centrales ainsi que des apports massifs de liquidité aux systèmes bancaires. En dépit de cette amorce d'amélioration de la conjoncture économique, l'incertitude reste toujours forte pour les trimestres à venir, liée notamment aux conséquences de la montée du chômage sur la demande des ménages.

Les banques centrales ont maintenu au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 leur principal taux directeurs à des niveaux historiquement bas : entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Le soutien des banques centrales à la liquidité bancaire s'est poursuivi dans un contexte de normalisation des marchés interbancaires. L'Eurosystème a mis en place le 24 juin 2009 une première opération de refinancement à 12 mois : la demande a atteint le montant exceptionnel de 442 milliards d'euros, soit 1,4 % du total des actifs des établissements de crédit de la zone euro en juin 2009.

Les premiers signes de reprise économique ont soutenu les marchés actions des grandes places internationales et provoqué dans certains pays une hausse des taux à long terme, liée sans doute en partie à cet accroissement de l'appétence au risque. Ils ont également provoqué une hausse sensible des cours des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole. Après un point bas à moins de 40 USD le baril fin 2008, son cours oscille depuis juin 2009 entre 59 et 72 USD. Le cours de l'euro/USD, enfin, s'est sensiblement apprécié tout au long du 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, passant de 1,25 à 1,41.

### La conjoncture économique dégradée se répercute sur l'activité bancaire

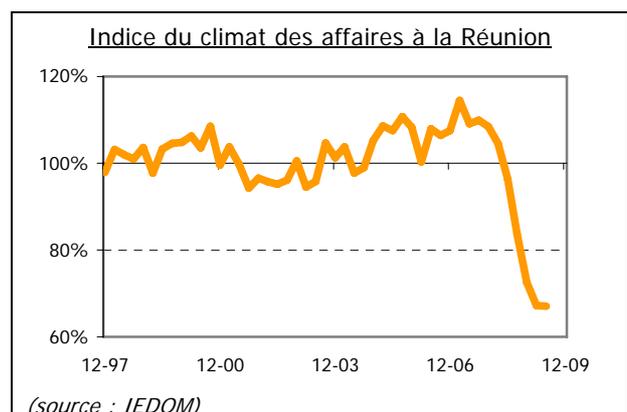
Au cours du deuxième trimestre 2009 l'épargne collectée se stabilise (+0,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre) tandis que les encours de crédit diminuent et que le niveau des risques progresse.



Un tel ralentissement de la collecte n'avait pas été observé au cours des deux dernières décennies, y compris lors de l'éclatement de la bulle des valeurs internet en 2002-2003 ou lors de la récession de 1992-1993.

En revanche, le ralentissement des encours de crédit reste moins marqué que celui enregistré en fin d'année 1993 (baisse des encours de crédit locaux de -1,6% en mars 1994).

Le ralentissement de l'activité bancaire est directement lié aux difficultés économiques que rencontre La Réunion depuis bientôt une année et qu'illustre bien l'évolution de l'indice du climat des affaires publié à partir des soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise, qui affiche une nette dégradation depuis le troisième trimestre 2008.

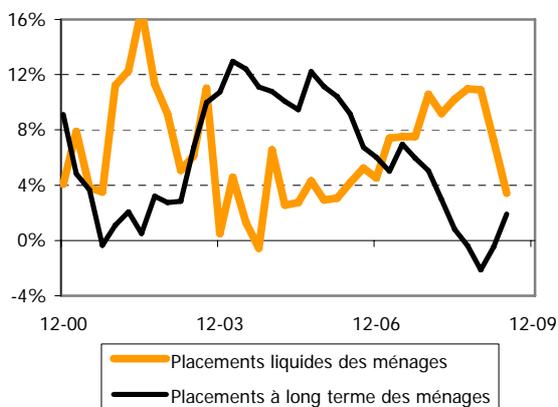


### La collecte d'épargne stagne dans son ensemble mais bénéficie d'une reprise de l'épargne longue des ménages

Le deuxième trimestre 2009 a enregistré une légère progression de l'épargne des **ménages**<sup>1</sup> (+0,7% sur le trimestre et +1,7% sur douze mois), portée notamment par les placements à long terme, essentiellement du fait de la hausse des placements boursiers. En effet, après plusieurs trimestres de baisse, les portefeuilles d'actions, d'obligations et d'OPCVM titres des ménages s'orientent à la hausse, en lien avec la bonne tenue des places boursières au deuxième trimestre 2009.

Les placements liquides des ménages qui avaient été très bien orientés tout au long de l'année 2008 en raison de niveau de rémunération attractif sur les comptes sur livrets et d'une politique commerciale volontariste des établissements bancaires (lesquels étaient confrontés à des tensions sur les marchés monétaires et se trouvaient de fait intéressés par une ressource bilancielle stable), sont moins recherchés par les ménages au cours du premier semestre 2009. Il est vrai que leur niveau de rémunération - qu'ils soient à taux administrés ou libres - a fortement diminué avec des taux de marché qui sont tombés en dessous de 1% au cours des derniers mois.

Evolution comparée des placements des ménages (variations en glissement annuel)

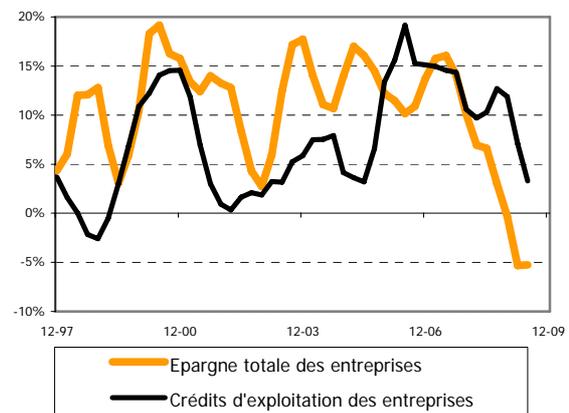


A l'inverse de ce mouvement, les encours de livrets A sont en hausse de 3,6% sur le trimestre et de 28,0% sur douze mois. Cette progression s'explique par la banalisation à l'ensemble des banques de ce produit autrefois réservé aux seules caisses d'épargne. Toutefois, le développement du Livret A semble s'être effectué au détriment d'autres types de livrets ou de placements précédemment commercialisés par les banques, comme les livrets d'épargne populaire, les livrets de développement durable ou les comptes à terme.

<sup>1</sup> Pour mémoire, le premier trimestre 2009 avait été marqué par la toute première baisse annuelle de l'épargne collectée enregistrée par la place financière réunionnaise depuis l'année 1985.

Les actifs financiers détenus par les **entreprises** continuent de s'éroder au deuxième trimestre 2009 (-1,1% par rapport au trimestre précédent et -4,2% par rapport à fin juin 2008), en liaison vraisemblablement avec les difficultés de trésorerie qu'elles rencontrent du fait de la diminution de leurs carnets de commandes en cette période de crise économique.

Evolution comparée des placements des entreprises et des crédits de financement de l'exploitation (variations lissées en glissement annuel)



### Les financements consentis aux entreprises et aux ménages reculent

Le financement de l'habitat des **ménages** demeure relativement atone au cours du second trimestre 2009, en lien avec les difficultés du marché de l'immobilier et notamment le ralentissement des transactions enregistrées. Les encours de crédits progressent de 0,9 % sur le second trimestre (+ 37 millions d'€), en légère amélioration toutefois par rapport au premier trimestre 2009 où ceux-ci n'avaient progressé que de 0,1 % (+ 4 millions d'€). Sur les douze derniers mois, la progression des encours de crédits à l'habitat consentis aux ménages continue de ralentir pour s'établir à + 5,6 % à fin juin 2009 (contre + 9,6 % un an auparavant).

Les encours de crédit à la consommation s'inscrivent en net recul au cours du trimestre (- 1,7 % après - 1,6 % au premier trimestre 2009), ce qui s'explique par le faible volume de la consommation des ménages et notamment des ventes de véhicules automobiles enregistrées depuis le quatrième trimestre 2008. Cette situation fait suite à plusieurs années de croissance des encours, même si la tendance était au ralentissement.

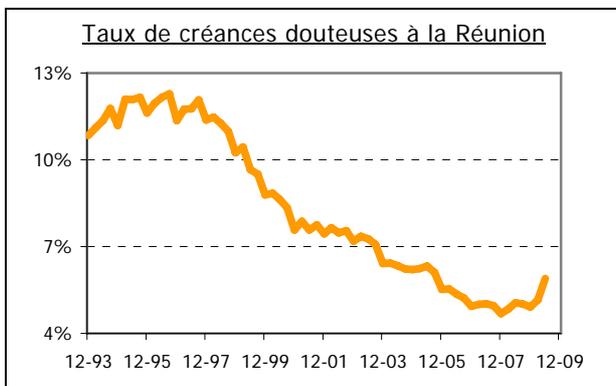
En ce qui concerne les **entreprises**, on relève une baisse des crédits d'investissement en recul de 1,7% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre (-51 millions d'€), ce qui peut s'expliquer par l'absence de perspectives de redressement de la conjoncture économique. Sur les douze derniers mois, leurs encours s'établissent toutefois encore en hausse de +3,0% (contre +11,9 % un an auparavant).

Enfin les crédits d'exploitation des entreprises s'inscrivent également en recul par rapport au premier

trimestre 2009, de l'ordre de - 1,5 % (- 18 millions d'€), traduisant la mauvaise orientation de la conjoncture économique. Pour mémoire, ces crédits avaient déjà reculé de 7,2 % au premier trimestre 2009 (-101 millions d'€). Cette baisse touche toutefois essentiellement les financements en blanc (crédits de trésorerie notamment) tandis que les encours de crédits dits causés, comme les mobilisations de créances commerciales (+ 4,0 % sur le second trimestre) ou l'affacturage (+ 3,1 % sur le trimestre), progressent.

### Fort accroissement des créances douteuses et des indicateurs de défaillance

Les créances douteuses brutes au 30 juin 2009 s'établissent à 738 millions d'€, en très forte hausse de 14,9 % sur le second trimestre 2009. Sur les douze derniers mois, la hausse atteint 21,5 %. Le taux de créances douteuses de la place s'établit désormais à 5,9 % des encours totaux de crédit contre 5,2 % à la fin du trimestre précédent.



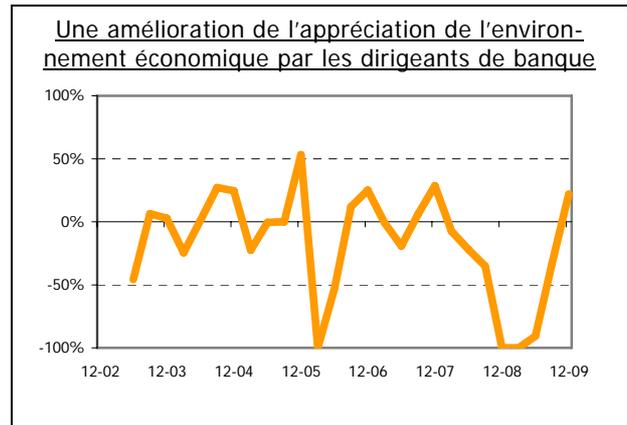
Les provisions sur créances douteuses augmentent de 6,7 % sur le second trimestre 2009 (à 432 millions d'€) tandis que les créances douteuses nettes s'accroissent de 28,7 % (à 305 millions d'€) sur la même période.

Cette dégradation du risque de crédit peut être rapprochée de la forte progression des indicateurs de vulnérabilité des ménages et des entreprises, avec une hausse du nombre de chômeurs de 21,1 % à fin juin 2009, une croissance des dossiers de surendettement déposés de + 52,4 % à fin juillet 2009 en glissement annuel depuis le début de l'année et une progression des impayés sur effets des entreprises de 17,4 % à fin juillet 2009 (toujours en glissement annuel depuis le 1<sup>er</sup> janvier).

La rapide montée du taux de créances douteuses met fin à une décennie d'amélioration de cet indicateur sur la santé financière de la place. Elle peut toutefois être relativisée du fait de la situation toujours solide en matière de risque que connaît la majeure partie des établissements de crédit locaux qui bénéficiaient de portefeuille de crédits particulièrement sains lorsque la crise actuelle s'est déclarée. Ainsi, le taux de douteux actuel atteint à peine son niveau de 2005, et demeure très en-deçà du niveau qu'il avait atteint au sortir de la crise de 1993.

### Les dirigeants des établissements de crédits entrevoient une légère amélioration de la conjoncture économique sur la fin de l'année 2009

Après trois trimestres d'appréciation très dégradée de la conjoncture économique, les dirigeants des établissements de crédit anticipent un troisième et un quatrième trimestre 2009 mieux orientés (les anticipations pour le quatrième trimestre redeviennent légèrement positives après sept trimestres de soldes d'opinions négatifs)<sup>1</sup>.



La seconde partie de l'année devrait enregistrer une reprise de la collecte de ressources et des financements aux ménages, que ce soit en faveur de l'habitat ou de la consommation. En revanche, les crédits d'investissements des entreprises sont à nouveau attendus en légère baisse au 3<sup>ème</sup> trimestre et le financement de l'exploitation en très nette diminution (ces deux types de crédit pourraient se redresser en fin d'année).

Les dirigeants d'établissements de crédit anticipent une nouvelle dégradation du coût du risque au cours des prochains trimestres, mais estiment pouvoir préserver la rentabilité de leurs établissements.

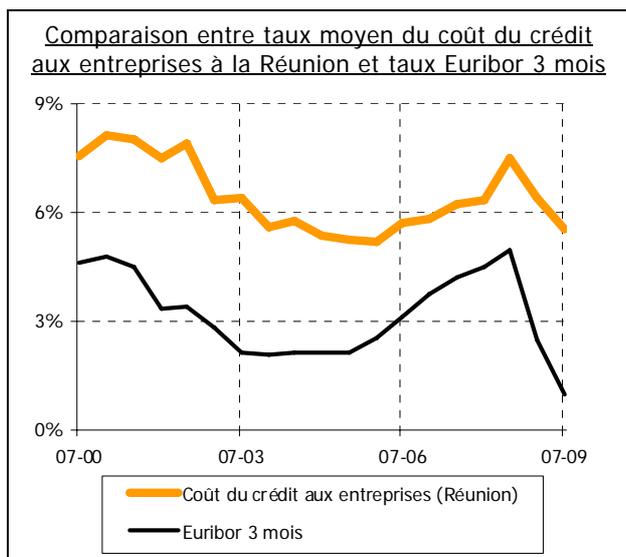
### Des taux de crédits aux entreprises orientés à la baisse

La baisse sensible des taux de marchés au cours des deux premiers trimestres 2009 – à fin août le taux EONIA au jour le jour atteignait 0,34% et le taux EURIBOR 3 mois s'élevait à 0,86%, soit des taux inférieurs au principal taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) qui, pour mémoire, s'établit à 1% depuis le 13 mai 2009 – a été partiellement répercutée sur les taux des crédits aux entreprises qui ont nettement diminué au mois de juillet 2009 par rapport à la précédente enquête de

<sup>1</sup> Il est intéressant de relever qu'au cours du passé récent, l'appréciation de la conjoncture économique par les dirigeants des établissements de crédit a évolué relativement parallèlement à l'indice du climat des affaires élaboré par l'IEDOM. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la brusque dégradation de la situation économique observée courant 2008.

## Conjoncture financière et bancaire

janvier 2009. Ainsi le taux moyen s'établit à 5,53 % (contre 6,36 % précédemment).



Il s'approche ainsi en juillet 2009 de ses plus bas niveaux historiques (il avait atteint 5,16 % au plus bas en janvier 2006).

Cette baisse de 83 points de base du coût du crédit aux entreprises entre janvier et juillet 2009, qui fait suite à une précédente baisse de 112 points de base lors de l'enquête précédente (entre juillet 2008 et

janvier 2009) laisse néanmoins apparaître un écart croissant avec les taux de marché, qui, à titre de comparaison, ont baissé de 149 points de base sur le dernier semestre pour le taux Eonia (et de -384 points de base par rapport à juillet 2008) et de -150 points de base pour le taux Euribor 3 mois entre janvier et juillet 2009 (et de -398 points de base entre juillet 2008 et juillet 2009).

Bien que le taux de refinancement des établissements de crédit résulte de différents paramètres qui dépassent largement la seule évolution de l'Euribor 3 mois, la comparaison avec ce taux est intéressante car il est régulièrement utilisé comme référence en matière de coût du crédit.

Ainsi l'écart entre le taux moyen du coût du crédit aux entreprises à la Réunion et l'Euribor 3 mois atteint ainsi 455 points de base en juillet 2009 alors que cet écart s'établissait à 388 points de base en janvier 2009 et à 252 points de base en juillet 2008.

De tels écarts entre les conditions moyennes octroyées aux entreprises de La Réunion et les taux de marché n'avaient plus été observés depuis l'année 2003, c'est-à-dire la précédente période de baisse des taux de marché.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

<p><b>Tendance des dépôts collectés</b></p>	<p><b>Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants</b>  <b>Réalizations du troisième trimestre 2009</b>  <b>Prévisions pour le quatrième trimestre 2009</b></p> <p>Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Oceor Lease Réunion, Réunionail, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Fortis Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.</p>
<p><b>Production de crédits d'équipement aux entreprises</b></p>	<p><b>Production de crédits d'exploitation aux entreprises</b></p>
<p><b>Production de crédits à l'habitat des particuliers</b></p>	<p><b>Production de crédits à la consommation (particuliers)</b></p>
<p><b>Tendance du produit net bancaire</b></p>	<p><b>Tendance des commissions prélevées</b></p>
<p><b>Tendance des charges d'exploitation bancaires</b></p>	<p><b>Tendance du coût du risque</b></p>
<p><b>Tendance du résultat net</b></p>	<p><b>Tendance de l'environnement économique</b></p>

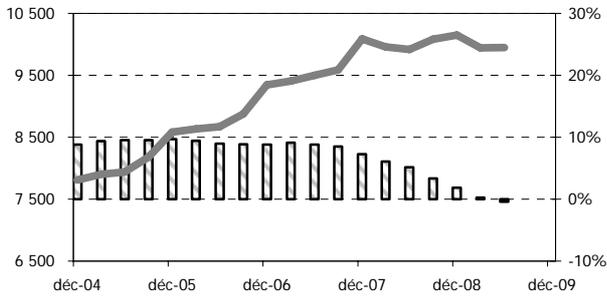
### 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 237,802</b>	<b>2 219,305</b>	<b>2 537,012</b>	<b>2 400,906</b>	<b>2 321,889</b>	<b>2 458,440</b>	<b>2 399,730</b>	<b>2 249,722</b>	<b>2 223,991</b>	<b>-4,2%</b>	<b>-1,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 055,649</b>	<b>1 082,372</b>	<b>1 275,260</b>	<b>1 094,065</b>	<b>1 075,837</b>	<b>1 082,275</b>	<b>1 189,064</b>	<b>1 070,251</b>	<b>1 057,544</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>987,870</b>	<b>941,700</b>	<b>1 074,717</b>	<b>1 125,081</b>	<b>1 060,594</b>	<b>1 047,411</b>	<b>1 032,567</b>	<b>1 009,984</b>	<b>984,204</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-2,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	3,394	1,230	0,929	0,941	0,804	0,688	0,719	0,674	0,729	-9,3%	8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	984,476	940,470	1 073,788	1 124,140	1 059,790	1 046,723	1 031,848	1 009,310	983,475	-7,2%	-2,6%
<i>dont comptes à terme</i>	313,634	336,333	346,048	396,634	374,553	396,379	397,492	378,404	413,084	10,3%	9,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	341,102	301,624	327,073	304,984	271,756	257,922	212,843	235,383	246,397	-9,3%	4,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	-21,5%	-17,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>194,283</b>	<b>195,233</b>	<b>187,035</b>	<b>181,760</b>	<b>185,458</b>	<b>328,754</b>	<b>178,099</b>	<b>169,487</b>	<b>182,243</b>	<b>-1,7%</b>	<b>7,5%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	65,824	65,426	57,693	53,289	49,773	41,363	36,753	31,509	31,376	-37,0%	-0,4%
<b>Ménages</b>	<b>6 844,117</b>	<b>6 921,239</b>	<b>7 097,805</b>	<b>7 084,581</b>	<b>7 162,193</b>	<b>7 187,317</b>	<b>7 276,917</b>	<b>7 231,435</b>	<b>7 284,692</b>	<b>1,7%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 724,011</b>	<b>1 742,577</b>	<b>1 846,647</b>	<b>1 757,023</b>	<b>1 793,862</b>	<b>1 774,568</b>	<b>1 842,779</b>	<b>1 746,078</b>	<b>1 777,168</b>	<b>-0,9%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 182,311</b>	<b>2 235,358</b>	<b>2 266,795</b>	<b>2 363,371</b>	<b>2 405,706</b>	<b>2 480,508</b>	<b>2 513,648</b>	<b>2 534,675</b>	<b>2 487,968</b>	<b>3,4%</b>	<b>-1,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 794,421	1 818,918	1 855,259	1 900,314	1 914,255	1 929,762	1 981,872	2 072,248	2 074,865	8,4%	0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	682,063	687,582	700,171	711,461	705,370	700,743	723,516	737,302	710,054	0,7%	-3,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	510,818	518,723	535,760	550,932	558,500	574,912	594,428	690,033	714,631	28,0%	3,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	34,304	35,415	36,904	37,006	37,598	37,883	39,830	38,626	39,260	4,4%	1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	130,997	132,362	128,520	132,448	135,384	137,084	137,414	118,248	122,350	-9,6%	3,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	203,402	212,020	220,877	233,588	241,244	246,198	255,946	258,823	258,919	7,3%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	232,837	232,816	233,027	234,879	236,159	232,942	230,738	229,216	229,651	-2,8%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	387,890	416,440	411,536	463,057	491,451	550,746	531,776	462,427	413,103	-15,9%	-10,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	249,882	270,849	278,167	315,029	330,037	373,540	396,331	317,876	285,141	-13,6%	-10,3%
<i>dont bons de caisse</i>	18,146	14,949	13,561	12,924	12,418	12,141	13,673	14,022	13,636	9,8%	-2,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	119,862	130,642	119,808	135,104	148,996	165,065	121,772	130,529	114,326	-23,3%	-12,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 937,795</b>	<b>2 943,304</b>	<b>2 984,363</b>	<b>2 964,187</b>	<b>2 962,625</b>	<b>2 932,241</b>	<b>2 920,490</b>	<b>2 950,682</b>	<b>3 019,556</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,3%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	828,114	814,362	823,680	808,923	791,055	769,991	769,858	756,127	746,667	-5,6%	-1,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	89,745	85,853	84,768	82,379	79,135	75,011	72,990	71,139	69,010	-12,8%	-3,0%
<i>dont actions</i>	202,082	187,986	184,824	158,784	151,385	137,648	108,076	108,487	123,918	-18,1%	14,2%
<i>dont obligations</i>	94,030	94,488	105,738	119,894	123,164	122,561	141,232	152,204	170,738	38,6%	12,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	195,306	195,807	187,940	170,833	163,682	156,886	147,351	142,505	145,936	-10,8%	2,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	6,6%	2,5%
<i>dont contrats PERP</i>	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	20,0%	5,2%
<b>Autres agents</b>	<b>415,649</b>	<b>444,956</b>	<b>454,287</b>	<b>472,797</b>	<b>433,673</b>	<b>437,227</b>	<b>471,333</b>	<b>463,224</b>	<b>441,098</b>	<b>1,7%</b>	<b>-4,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>87,734</b>	<b>102,641</b>	<b>115,510</b>	<b>136,621</b>	<b>100,872</b>	<b>115,298</b>	<b>113,412</b>	<b>131,999</b>	<b>108,502</b>	<b>7,6%</b>	<b>-17,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>98,629</b>	<b>104,009</b>	<b>101,765</b>	<b>110,905</b>	<b>113,195</b>	<b>110,962</b>	<b>130,945</b>	<b>135,425</b>	<b>125,142</b>	<b>10,6%</b>	<b>-7,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	14,389	14,140	14,372	14,421	14,004	14,116	14,434	15,525	15,659	11,8%	0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	84,240	89,869	87,393	96,484	99,191	96,846	116,511	119,900	109,483	10,4%	-8,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>229,286</b>	<b>238,306</b>	<b>237,012</b>	<b>225,271</b>	<b>219,606</b>	<b>210,967</b>	<b>226,976</b>	<b>195,800</b>	<b>207,454</b>	<b>-5,5%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>9 497,566</b>	<b>9 585,501</b>	<b>10 089,105</b>	<b>9 958,287</b>	<b>9 917,750</b>	<b>10 082,992</b>	<b>10 147,986</b>	<b>9 944,378</b>	<b>9 949,788</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 867,391</b>	<b>2 927,590</b>	<b>3 237,419</b>	<b>2 987,712</b>	<b>2 970,569</b>	<b>2 972,145</b>	<b>3 145,260</b>	<b>2 948,331</b>	<b>2 943,216</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 268,810</b>	<b>3 281,067</b>	<b>3 443,277</b>	<b>3 599,358</b>	<b>3 579,492</b>	<b>3 638,883</b>	<b>3 677,162</b>	<b>3 680,080</b>	<b>3 597,318</b>	<b>0,5%</b>	<b>-2,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 812,206	1 834,290	1 870,562	1 915,677	1 929,061	1 944,568	1 997,027	2 088,444	2 091,257	8,4%	0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	699,733	702,840	715,358	726,703	720,035	715,402	738,520	753,301	726,271	0,9%	-3,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	510,933	518,836	535,876	551,052	558,644	575,056	594,578	690,229	714,802	28,0%	3,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	34,304	35,414	36,904	37,006	37,597	37,883	39,829	38,627	39,260	4,4%	1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	130,996	132,362	128,520	132,449	135,383	137,085	137,416	118,250	122,350	-9,6%	3,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	203,402	212,021	220,877	233,589	241,243	246,198	255,948	258,822	258,921	7,3%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	232,838	232,817	233,027	234,878	236,159	232,942	230,736	229,215	229,653	-2,8%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	1 456,604	1 446,777	1 572,715	1 683,681	1 650,431	1 694,315	1 680,135	1 591,636	1 506,061	-8,7%	-5,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	585,965	636,792	656,746	743,425	735,683	800,874	824,439	724,153	716,259	-2,6%	-1,1%
<i>dont bons de caisse</i>	25,296	21,308	17,159	15,858	14,276	13,486	15,772	16,121	14,385	0,8%	-10,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	-21,5%	-17,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	522,739	492,508	501,743	504,811	488,849	488,879	420,510	457,938	452,172	-7,5%	-1,3%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 361,365</b>	<b>3 376,844</b>	<b>3 408,409</b>	<b>3 371,217</b>	<b>3 367,689</b>	<b>3 471,964</b>	<b>3 325,564</b>	<b>3 315,967</b>	<b>3 409,255</b>	<b>1,2%</b>	<b>2,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	828,114	814,363	823,677	808,922	791,055	769,993	769,857	756,127	746,665	-5,6%	-1,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	89,745	85,853	84,770	82,379	79,135	75,011	72,989	71,138	69,011	-12,8%	-3,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	11,317	10,099	9,164	8,689	8,986	9,067	8,607	8,540	8,877	-1,2%	3,9%
<i>dont actions</i>	222,348	209,037	204,836	175,880	168,803	151,730	122,314	119,339	138,204	-18,1%	15,8%
<i>dont obligations</i>	230,791	230,663	247,211	264,008	276,382	425,601	300,965	312,440	339,888	23,0%	8,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	461,848	472,120	450,502	416,654	398,110	379,485	378,455	336,704	352,197	-11,5%	4,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	6,6%	2,5%
<i>dont contrats PERP</i>	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	20,0%	5,2%

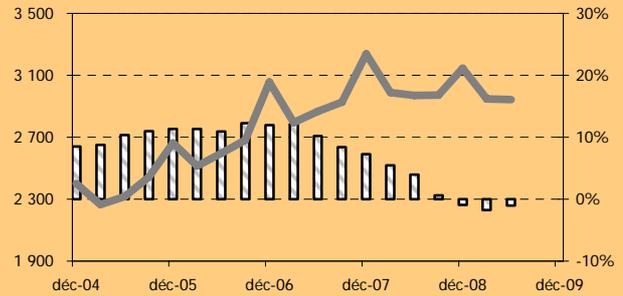
## L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

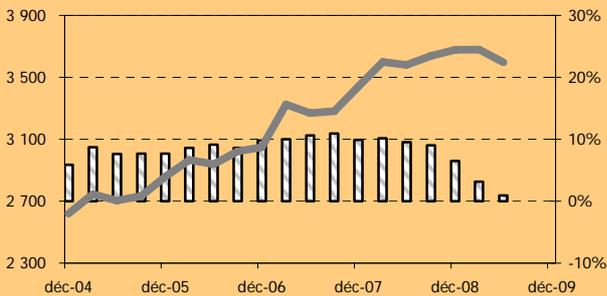
**Ensemble des actifs financiers**



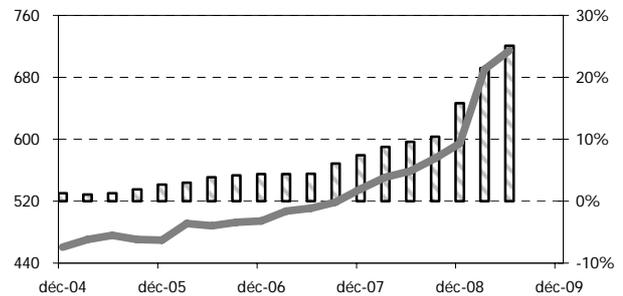
**Dépôts à vue**



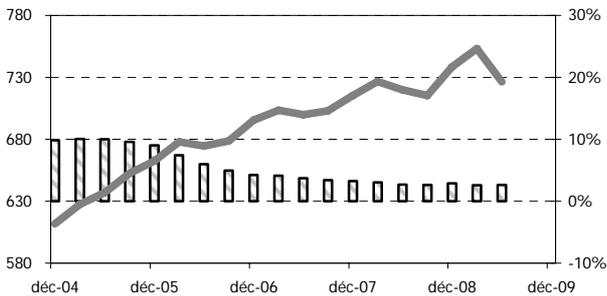
**Ensemble des placements liquides ou à court terme**



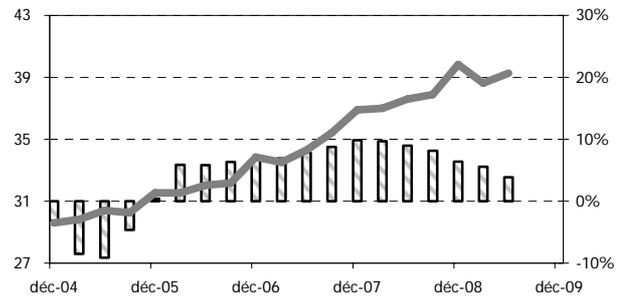
**Livrets 'A'**



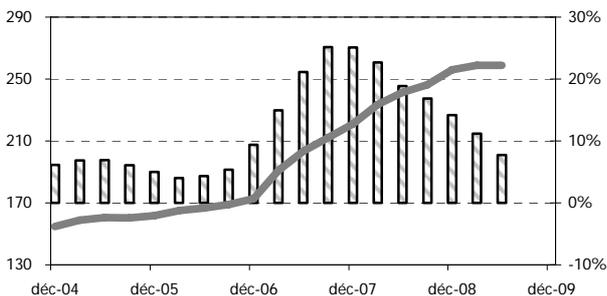
**Livrets ordinaires**



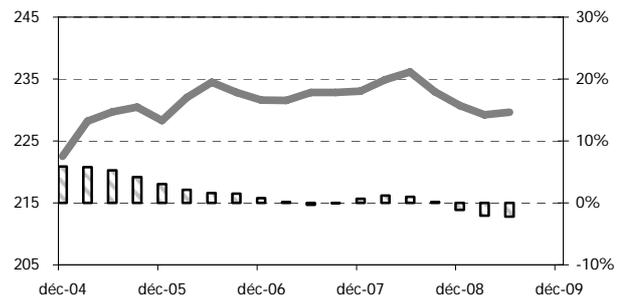
**Livrets jeunes**



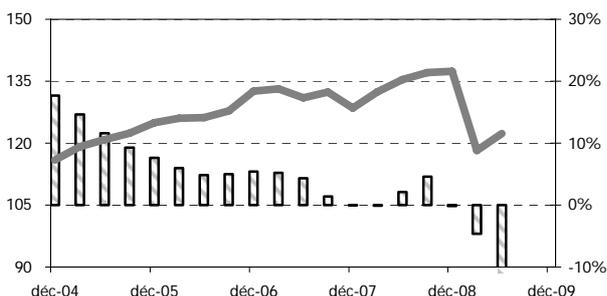
**Livrets de développement durable**



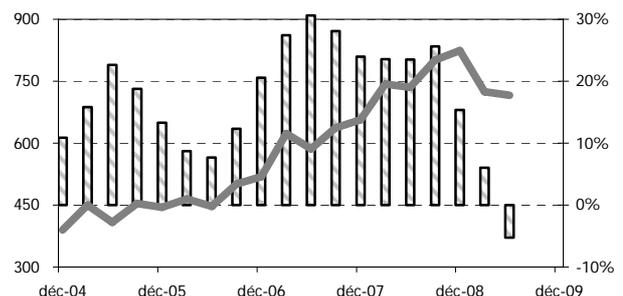
**Comptes d'épargne logement**



**Livrets d'épargne populaire**



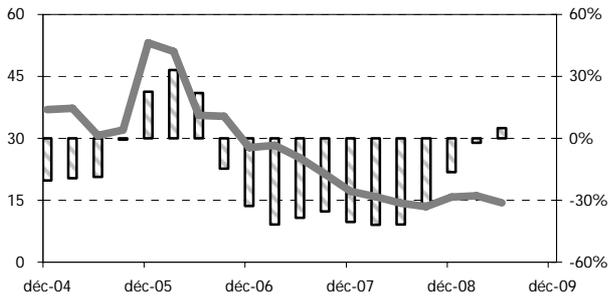
**Dépôts à terme**



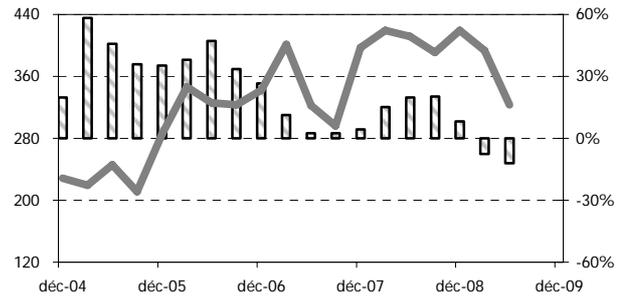
# Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

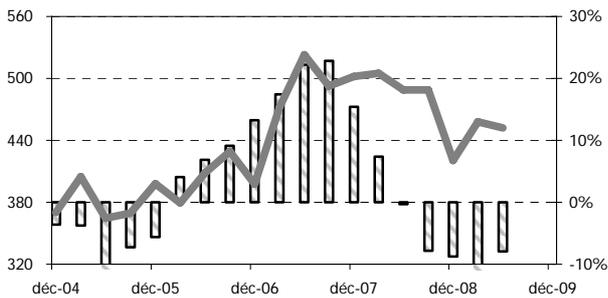
**Bons de caisse et bons d'épargne**



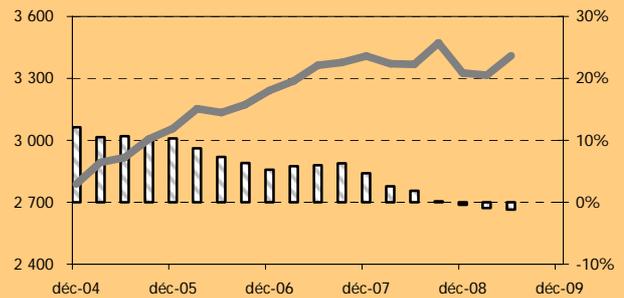
**Certificats de dépôts négociables**



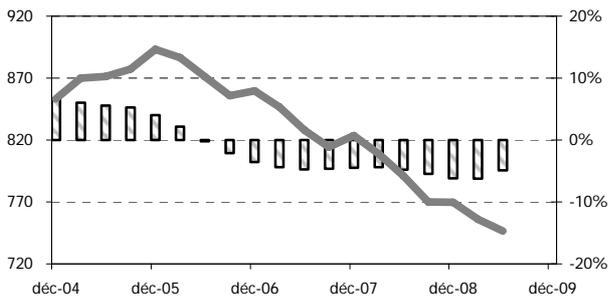
**OPCVM monétaires**



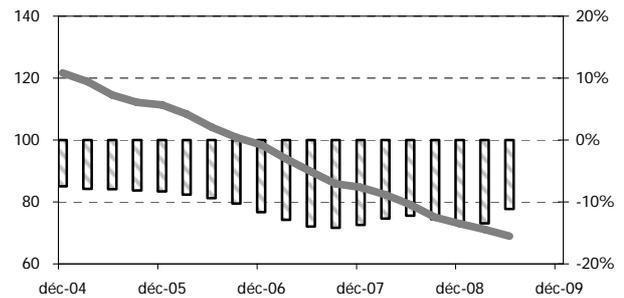
**Epargne à long terme**



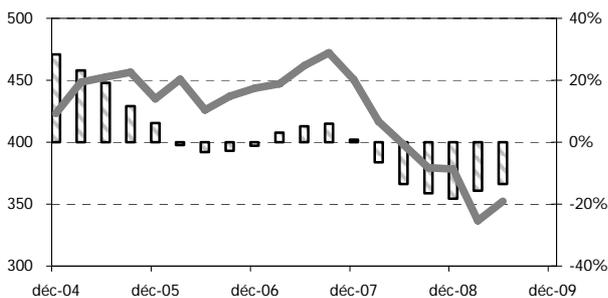
**Plans d'épargne logement**



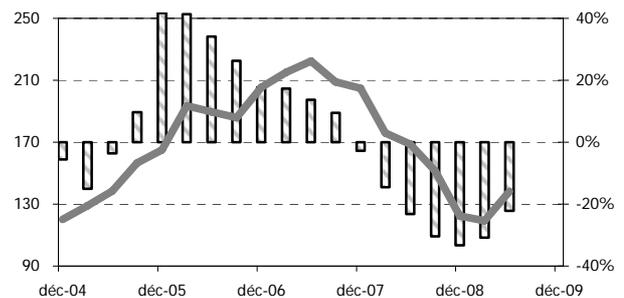
**Plans d'épargne populaire**



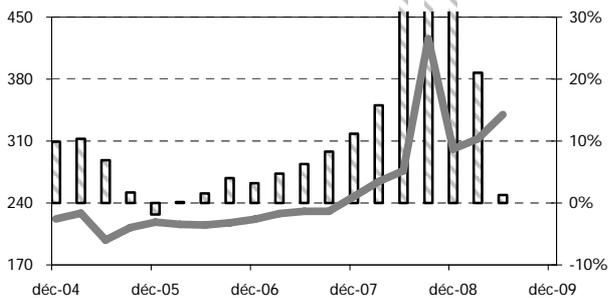
**OPCVM titres en portefeuille titres**



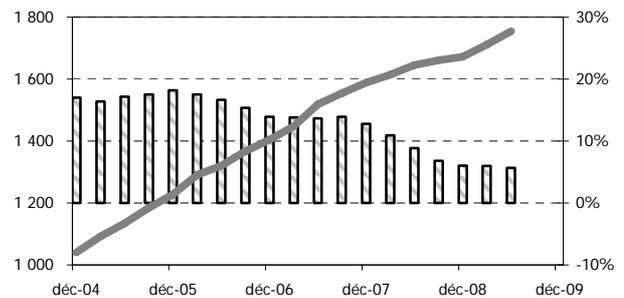
**Actions en portefeuille titres**



**Obligations en portefeuille titres**



**Assurance-vie**

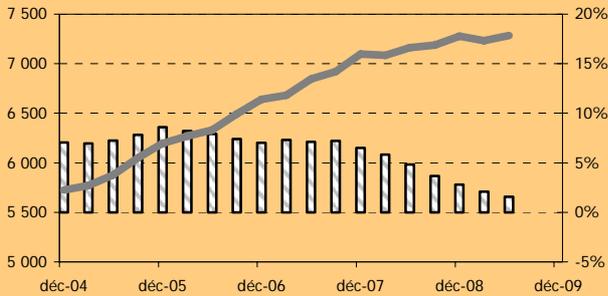


# Conjoncture financière et bancaire

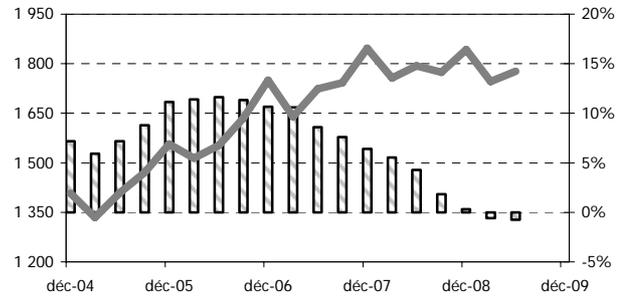
## Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

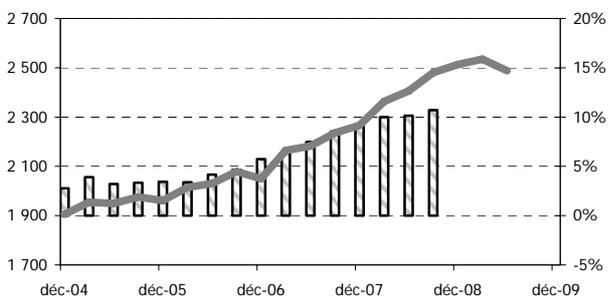
**Ensemble des actifs financiers des ménages**



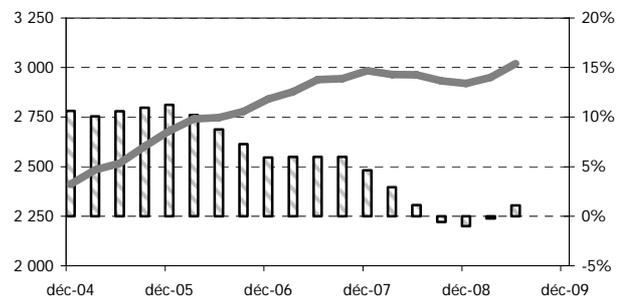
**Dépôts à vue des ménages**



**Placements liquides des ménages**



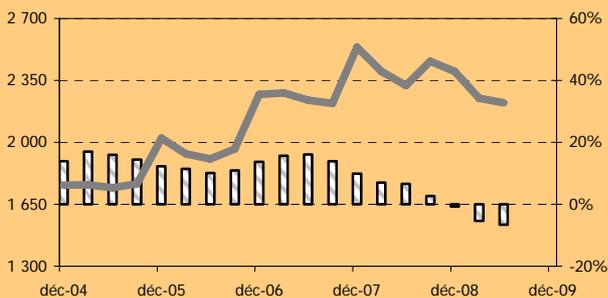
**Epargne à long terme des ménages**



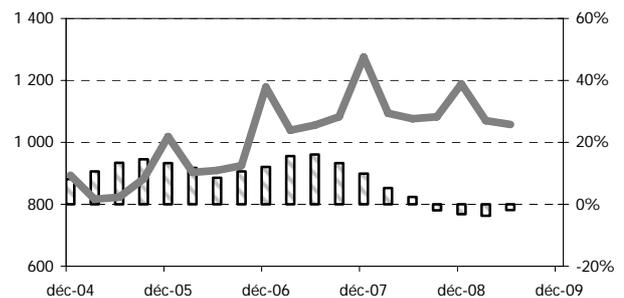
## Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

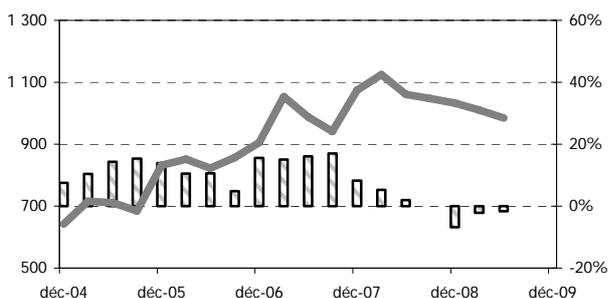
**Ensemble des actifs financiers des sociétés non financières**



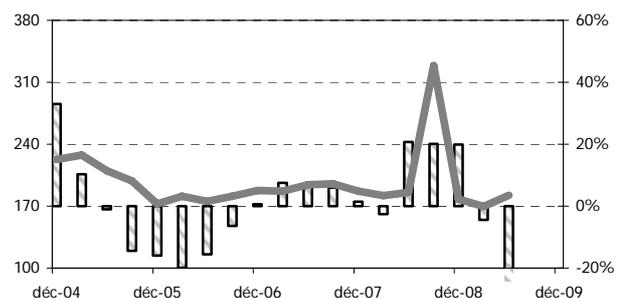
**Dépôts à vue des sociétés non financières**



**Placements liquides des sociétés non financières**



**Epargne à long terme des sociétés non financières**



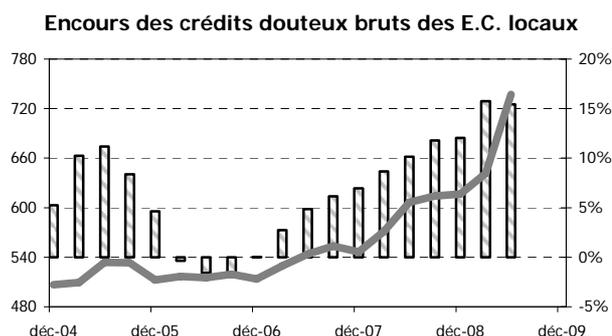
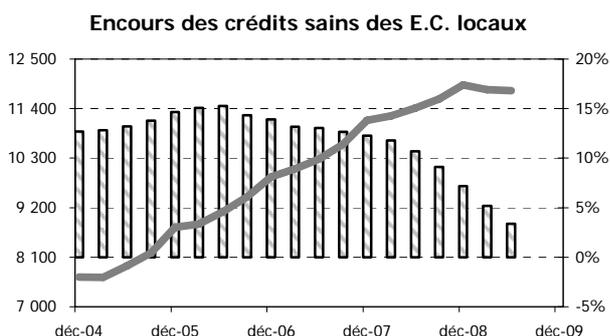
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	1 097,035	1 124,881	1 155,654	1 121,469	1 206,549	1 263,323	1 331,429	1 212,385	1 194,317	-1,0%	-1,5%
Créances commerciales	148,184	140,430	152,888	118,353	134,631	129,582	155,662	111,717	116,085	-13,8%	3,9%
Crédits de trésorerie	564,729	597,519	582,992	618,590	641,160	691,191	716,098	693,324	651,648	1,6%	-6,0%
(dt) Entrepreneurs individuels	119,198	117,114	115,248	117,227	115,353	115,039	117,583	112,733	108,030	-6,3%	-4,2%
Comptes ordinaires débiteurs	257,556	258,599	277,983	261,869	292,765	300,391	284,141	261,274	275,993	-5,7%	5,6%
Affacturage	126,566	128,333	141,791	122,657	137,993	142,159	175,528	146,070	150,591	9,1%	3,1%
Crédits d'investissement	2 496,864	2 636,236	2 739,789	2 813,642	2 793,808	2 838,401	2 921,793	2 927,564	2 876,752	3,0%	-1,7%
Crédits à l'équipement	2 225,354	2 356,845	2 480,486	2 500,852	2 510,335	2 539,964	2 615,095	2 624,796	2 582,842	2,9%	-1,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	227,943	229,485	224,845	215,537	211,458	212,932	210,348	202,149	197,266	-6,7%	-2,4%
Crédit-bail	271,510	279,391	259,303	312,790	283,473	298,437	306,698	302,768	293,910	3,7%	-2,9%
Crédits à l'habitat	688,705	729,085	798,074	814,528	834,727	860,444	895,406	903,195	878,312	5,2%	-2,8%
Autres crédits	49,036	52,504	59,770	55,437	55,836	62,483	55,475	72,100	69,758	24,9%	-3,2%
<b>Encours sain</b>	<b>4 331,640</b>	<b>4 542,706</b>	<b>4 753,287</b>	<b>4 805,076</b>	<b>4 890,920</b>	<b>5 024,651</b>	<b>5 204,103</b>	<b>5 115,244</b>	<b>5 019,139</b>	<b>2,6%</b>	<b>-1,9%</b>
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 597,906	1 637,096	1 655,381	1 647,641	1 667,203	1 690,226	1 668,513	1 642,191	1 614,246	-3,2%	-1,7%
Crédits de trésorerie	1 483,211	1 515,022	1 541,583	1 522,788	1 544,879	1 565,450	1 546,868	1 517,617	1 491,501	-3,5%	-1,7%
Comptes ordinaires débiteurs	53,255	47,614	45,921	47,515	46,536	47,817	41,249	44,254	42,784	-8,1%	-3,3%
Crédit-bail	61,440	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	5,5%	-0,4%
Crédits à l'habitat	3 566,889	3 659,807	3 817,180	3 848,339	3 908,108	3 988,408	4 086,994	4 091,086	4 128,385	5,6%	0,9%
Autres crédits	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,039	-21,4%	-6,1%
<b>Encours sain</b>	<b>5 167,173</b>	<b>5 298,745</b>	<b>5 475,108</b>	<b>5 499,339</b>	<b>5 577,905</b>	<b>5 680,837</b>	<b>5 757,656</b>	<b>5 735,448</b>	<b>5 744,670</b>	<b>3,0%</b>	<b>0,2%</b>
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	16,629	47,942	30,531	38,536	19,517	26,349	32,250	11,853	13,823	-29,2%	16,6%
Crédits de trésorerie	16,237	47,650	28,194	36,262	16,851	23,944	28,233	9,465	10,305	-38,8%	8,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	n.s.	47,3%
Crédits d'investissement	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,571	4,3%	1,0%
Crédits à l'équipement	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,296	4,2%	0,9%
Autres crédits	1,327	1,291	2,479	3,305	4,053	2,155	2,416	4,990	5,424	33,8%	8,7%
<b>Encours sain</b>	<b>448,396</b>	<b>467,370</b>	<b>630,875</b>	<b>619,899</b>	<b>580,209</b>	<b>579,185</b>	<b>586,934</b>	<b>593,445</b>	<b>601,318</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>335,837</b>	<b>301,798</b>	<b>279,289</b>	<b>316,607</b>	<b>338,463</b>	<b>355,082</b>	<b>376,436</b>	<b>363,557</b>	<b>415,856</b>	<b>22,9%</b>	<b>14,4%</b>
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>10 283,046</b>	<b>10 610,619</b>	<b>11 138,559</b>	<b>11 240,921</b>	<b>11 387,497</b>	<b>11 639,755</b>	<b>11 925,129</b>	<b>11 807,694</b>	<b>11 780,983</b>	<b>3,5%</b>	<b>-0,2%</b>
Créances douteuses brutes	543,856	553,739	546,758	571,538	606,552	614,569	616,983	641,987	737,566	21,6%	14,9%
Créances douteuses nettes	176,275	186,954	191,696	201,436	222,158	234,543	233,318	237,089	304,109	36,9%	28,3%
(dt) Entreprises	107,628	111,887	110,214	110,563	127,214	138,428	161,849	142,086	190,561	49,8%	34,1%
(dt) Ménages	68,168	74,660	81,027	88,522	92,771	94,035	69,414	82,030	97,824	5,4%	19,3%
Provisions	367,581	366,785	355,062	370,102	384,394	380,026	383,665	404,898	433,457	12,8%	7,1%
<b>Encours brut total</b>	<b>10 826,902</b>	<b>11 164,358</b>	<b>11 685,317</b>	<b>11 812,459</b>	<b>11 994,049</b>	<b>12 254,324</b>	<b>12 542,112</b>	<b>12 449,681</b>	<b>12 518,549</b>	<b>4,4%</b>	<b>0,6%</b>
Taux de créances douteuses	5,0%	5,0%	4,7%	4,8%	5,1%	5,0%	4,9%	5,2%	5,9%	0,8 pt	0,7 pt
Taux de provisionnement	67,6%	66,2%	64,9%	64,8%	63,4%	61,8%	62,2%	63,1%	58,8%	-4,6 pt	-4,3 pt

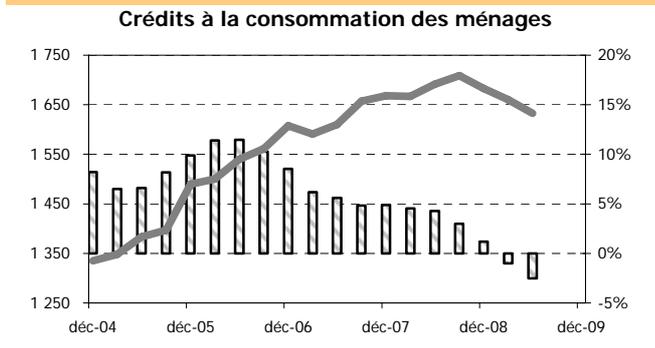
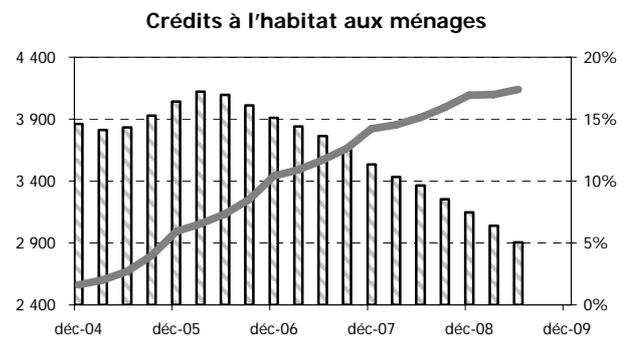
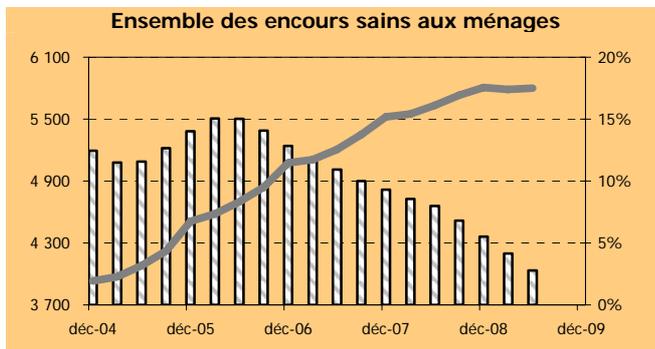
### L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



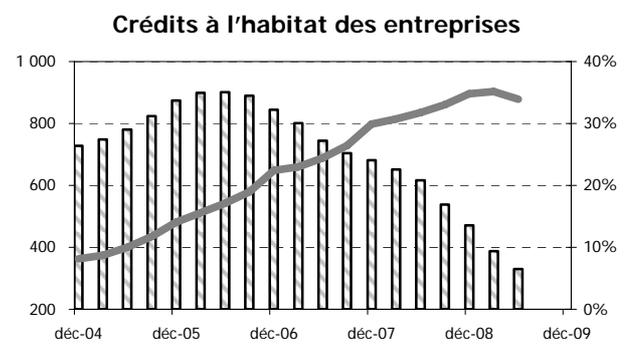
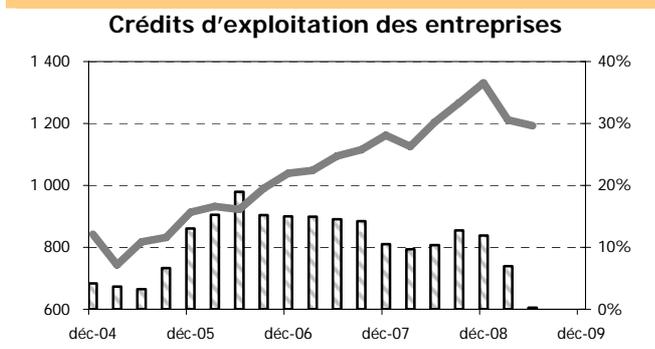
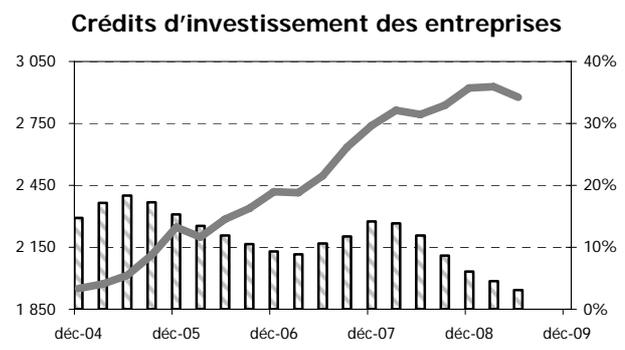
## L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



## L'endettement des entreprises

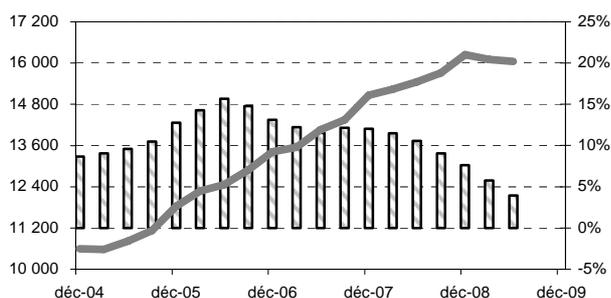
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



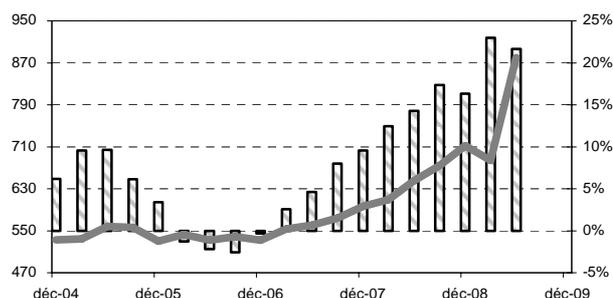
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	1 141,744	1 169,008	1 195,409	1 170,000	1 256,676	1 305,972	1 416,280	1 267,957	1 244,134	-1,0%	-1,9%
<i>Créances commerciales</i>	149,297	142,395	154,861	119,923	136,644	131,610	158,352	113,084	118,890	-13,0%	5,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	583,798	618,424	593,592	636,398	665,274	705,928	769,853	718,019	673,371	1,2%	-6,2%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	120,540	118,245	116,699	118,942	116,803	116,463	118,952	113,938	109,027	-6,7%	-4,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	267,527	265,095	288,100	276,645	301,265	310,970	296,374	280,031	290,300	-3,6%	3,7%
<i>Affacturage</i>	141,122	143,094	158,856	137,034	153,493	157,464	191,701	156,823	161,573	5,3%	3,0%
Crédits d'investissement	2 965,673	3 116,424	3 221,279	3 353,833	3 360,758	3 412,794	3 505,809	3 510,372	3 346,829	-0,4%	-4,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 534,810	2 680,092	2 801,400	2 879,327	2 924,513	2 953,541	3 033,316	3 035,311	2 877,507	-1,6%	-5,2%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	262,316	265,721	261,970	253,207	250,973	254,672	250,341	244,234	238,120	-5,1%	-2,5%
<i>Crédit-bail</i>	430,863	436,332	419,879	474,506	436,245	459,253	472,493	475,061	469,322	7,6%	-1,2%
Crédits à l'habitat	2 409,115	2 552,179	2 652,189	2 661,169	2 679,166	2 697,956	2 750,522	2 757,497	2 750,149	2,6%	-0,3%
Autres crédits	49,649	53,093	60,345	55,988	56,349	62,971	55,936	72,534	70,164	24,5%	-3,3%
<b>Encours sain</b>	<b>6 566,181</b>	<b>6 890,704</b>	<b>7 129,222</b>	<b>7 240,990</b>	<b>7 352,949</b>	<b>7 479,693</b>	<b>7 728,547</b>	<b>7 608,360</b>	<b>7 411,276</b>	<b>0,8%</b>	<b>-2,6%</b>
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 660,240	1 701,937	1 720,891	1 712,645	1 732,128	1 756,217	1 733,818	1 706,392	1 678,433	-3,1%	-1,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 545,445	1 579,811	1 606,658	1 587,699	1 609,698	1 631,325	1 612,048	1 581,684	1 555,477	-3,4%	-1,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	53,355	47,666	46,356	47,608	46,642	47,933	41,374	44,388	42,995	-7,8%	-3,1%
<i>Crédit-bail</i>	61,440	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	5,5%	-0,4%
Crédits à l'habitat	3 843,075	3 951,480	4 130,491	4 172,373	4 247,961	4 341,936	4 455,067	4 462,770	4 556,918	7,3%	2,1%
Autres crédits	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,161	-16,7%	-0,5%
<b>Encours sain</b>	<b>5 505,693</b>	<b>5 655,259</b>	<b>5 853,929</b>	<b>5 888,377</b>	<b>5 982,683</b>	<b>6 100,356</b>	<b>6 191,034</b>	<b>6 171,333</b>	<b>6 237,512</b>	<b>4,3%</b>	<b>1,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	16,630	56,529	43,531	56,305	49,340	41,899	37,000	16,553	15,523	-68,5%	-6,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	16,238	56,237	41,194	54,031	46,674	39,494	32,983	14,165	12,005	-74,3%	-15,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	n.s.	47,3%
Crédits d'investissement	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 791,271	10,9%	0,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 790,996	10,8%	0,9%
Crédits à l'habitat	0,126	0,126	0,112	0,106	0,100	0,094	0,089	1,589	1,500	n.s.	n.s.
Autres crédits	6,103	5,199	5,051	5,267	5,310	2,905	2,460	5,015	5,443	2,5%	8,5%
<b>Encours sain</b>	<b>1 300,029</b>	<b>1 397,897</b>	<b>1 723,710</b>	<b>1 695,559</b>	<b>1 670,603</b>	<b>1 655,486</b>	<b>1 774,494</b>	<b>1 798,458</b>	<b>1 813,737</b>	<b>8,6%</b>	<b>0,8%</b>
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>420,513</b>	<b>406,374</b>	<b>360,469</b>	<b>410,742</b>	<b>445,200</b>	<b>480,791</b>	<b>545,602</b>	<b>527,641</b>	<b>582,627</b>	<b>30,9%</b>	<b>10,4%</b>
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>13 792,416</b>	<b>14 350,234</b>	<b>15 067,330</b>	<b>15 235,668</b>	<b>15 451,435</b>	<b>15 716,326</b>	<b>16 239,677</b>	<b>16 105,792</b>	<b>16 045,152</b>	<b>3,8%</b>	<b>-0,4%</b>
Créances douteuses brutes	560,867	573,869	596,551	609,422	645,460	674,224	712,188	684,241	880,241	36,4%	28,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	192,894	206,692	241,163	238,994	260,910	294,042	328,523	279,343	442,614	69,6%	58,4%
(dt) <i>Entreprises</i>	119,982	123,395	130,655	131,786	146,914	157,610	196,115	173,648	226,308	54,0%	30,3%
(dt) <i>Ménages</i>	73,970	80,604	86,406	93,967	97,655	99,558	74,750	87,777	104,158	6,7%	18,7%
Provisions	367,973	367,177	355,388	370,428	384,550	380,182	383,665	404,898	437,627	13,8%	8,1%
<b>Encours brut total</b>	<b>14 353,283</b>	<b>14 924,103</b>	<b>15 663,881</b>	<b>15 845,090</b>	<b>16 096,895</b>	<b>16 390,550</b>	<b>16 951,865</b>	<b>16 790,033</b>	<b>16 925,393</b>	<b>5,1%</b>	<b>0,8%</b>
Taux de créances douteuses	3,9%	3,8%	3,8%	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	4,1%	5,2%	1,2 pt	1,1 pt
Taux de provisionnement	65,6%	64,0%	59,6%	60,8%	59,6%	56,4%	53,9%	59,2%	49,7%	-9,9 pt	-9,5 pt

**Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.**



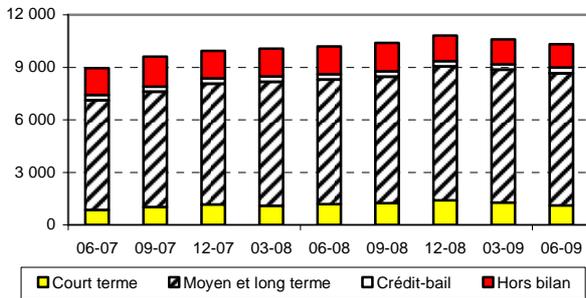
**Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.**



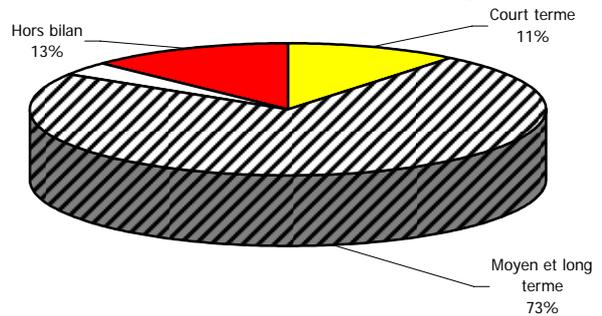
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

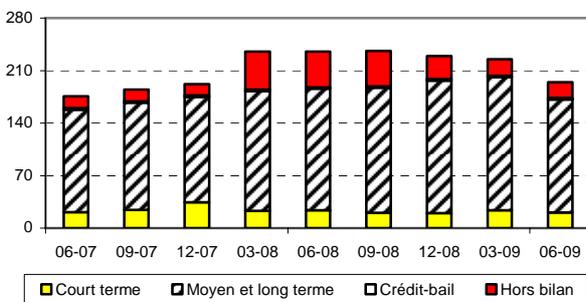


Répartition des risques par secteur à fin juin 2009

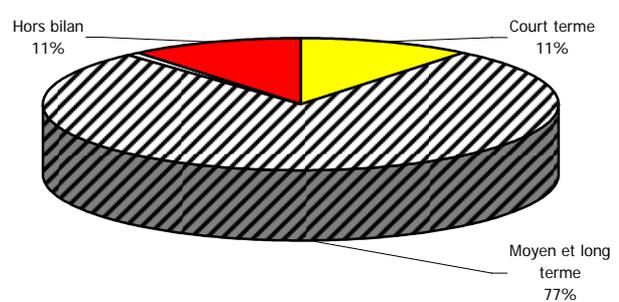


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

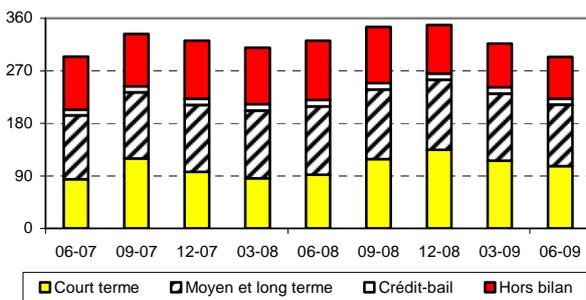


Répartition des risques par secteur à fin juin 2009

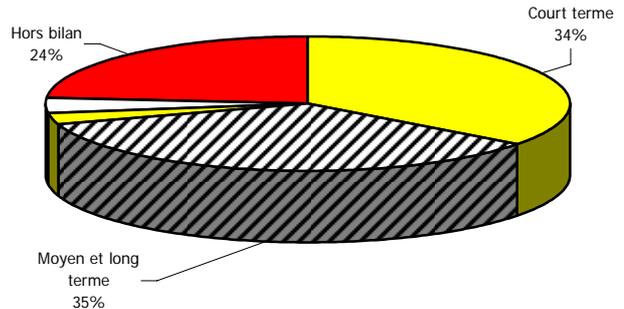


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

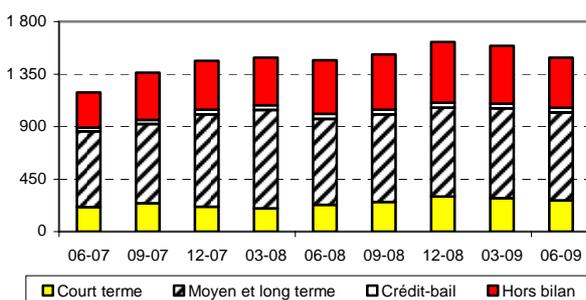


Répartition des risques par secteur à fin juin 2009

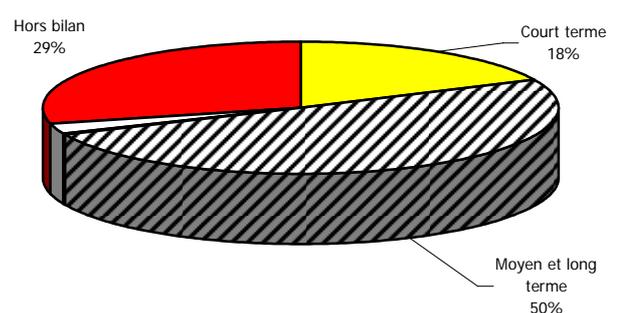


Risques bancaires sur le secteur de la construction

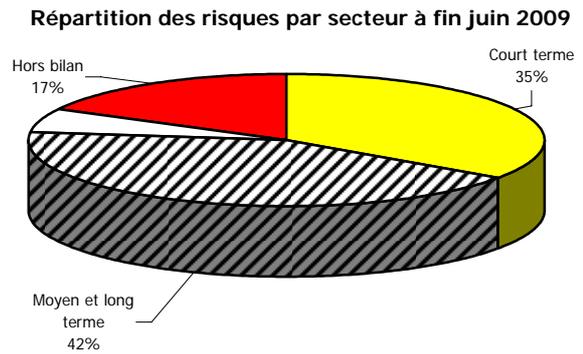
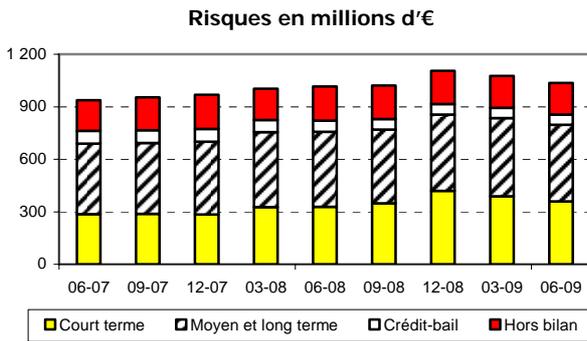
Risques en millions d'€



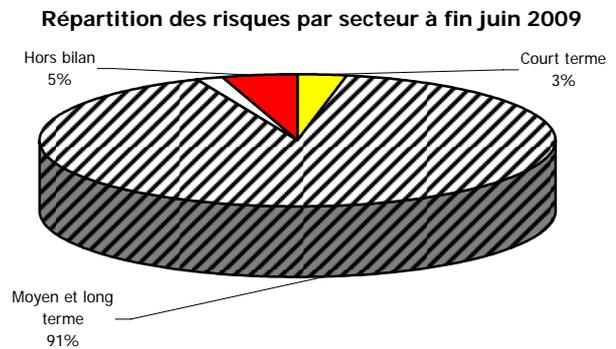
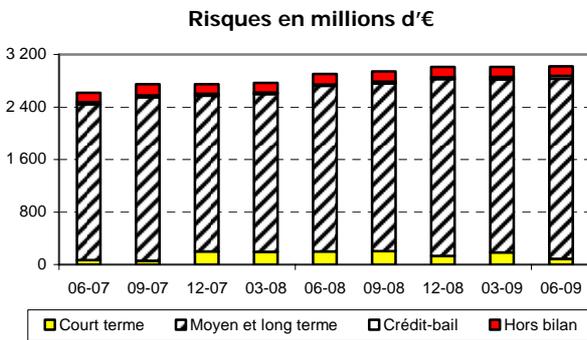
Répartition des risques par secteur à fin juin 2009



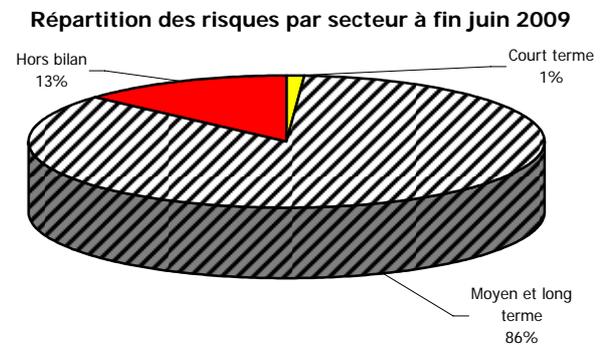
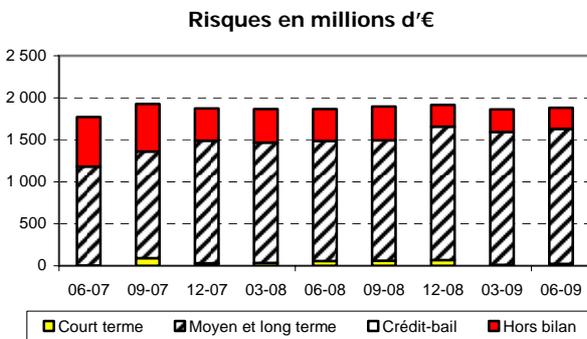
## Risques bancaires sur le secteur du commerce



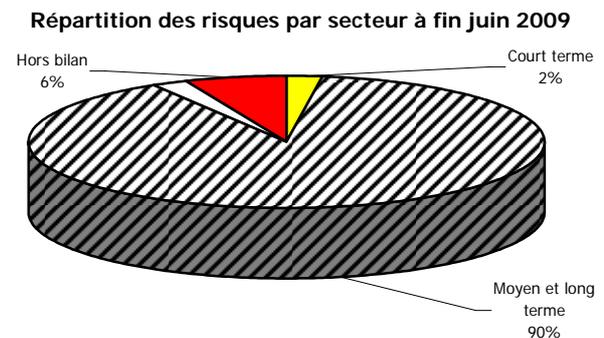
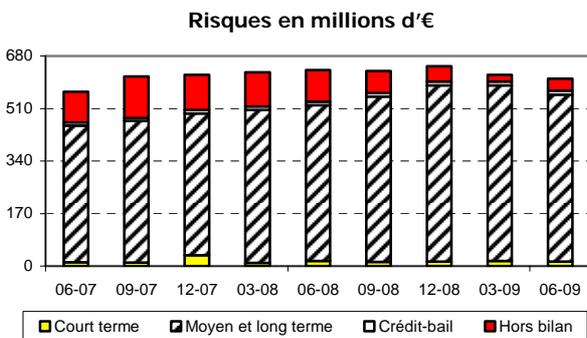
## Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



## Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



## Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

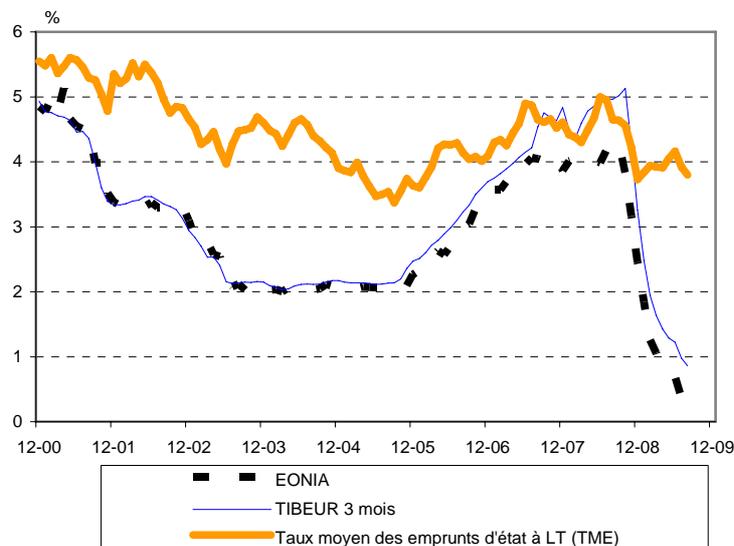
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/05/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/05/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
1,25%	1,25%	1,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	0,75%	

\* Hors prime d'état

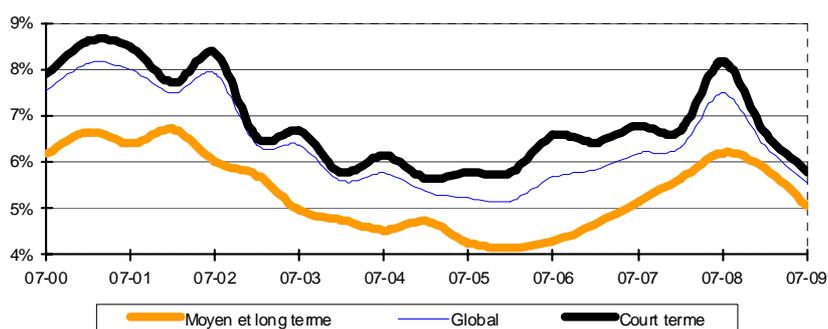
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%

### 6.2 Principaux taux de marché



### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-08	janv-09	juil-09
Court terme	8,17%	6,64%	5,79%
· Escompte	7,86%	6,71%	4,22%
· Découvert	9,55%	7,22%	9,48%
· Autres CT	6,67%	5,66%	3,46%
Moyen et long terme	6,20%	5,87%	5,06%
Taux moyen pondéré global	7,48%	6,36%	5,53%



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-07	janv-08	avr-08	juil-08	oct-08	janv-09	avr-09
Particuliers	<b>Prêts immobiliers</b>							
	- Prêts à taux fixe	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,01%
	- Prêts à taux variable	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,03%
	- Prêts relais	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	7,03%
	<b>Autres prêts</b>							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,59%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%	9,43%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%	20,63%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	13,45%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

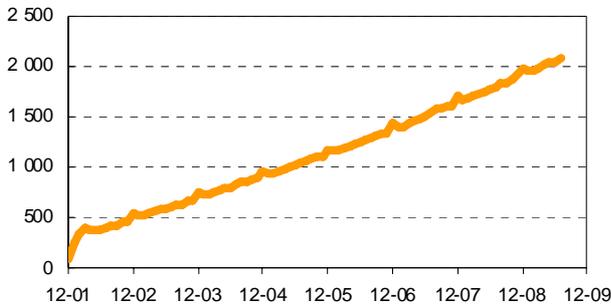
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 7. Monnaie fiduciaire

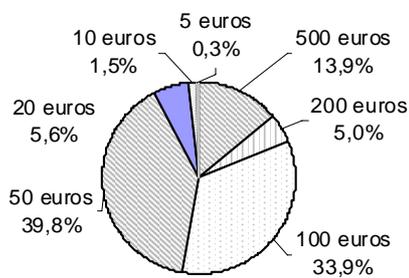
### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (à fin juillet 2009)

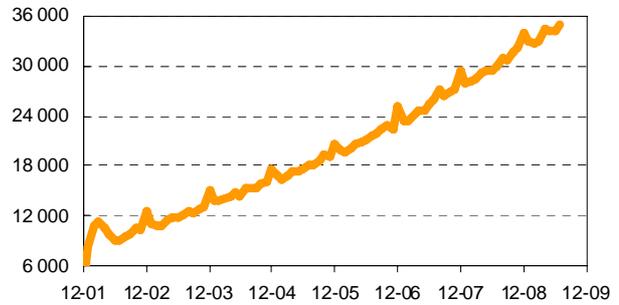
en valeur (en millions d'€)



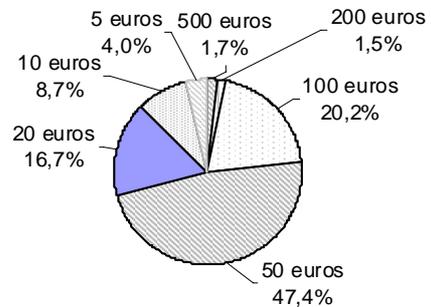
Répartition en valeur à fin juillet 2009



en volume (en milliers d'unités)



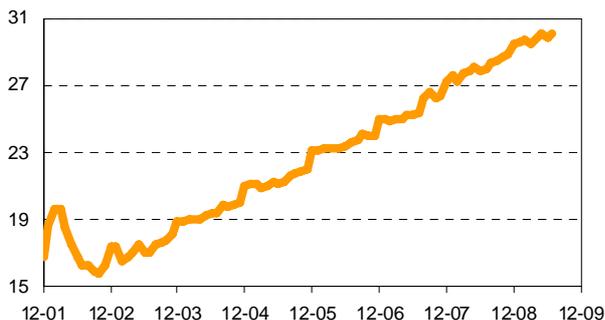
Répartition par quantité à fin juillet 2009



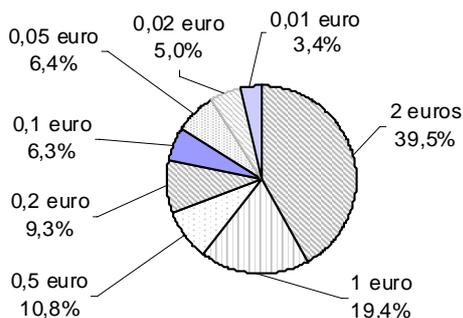
### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (à fin juillet 2009)

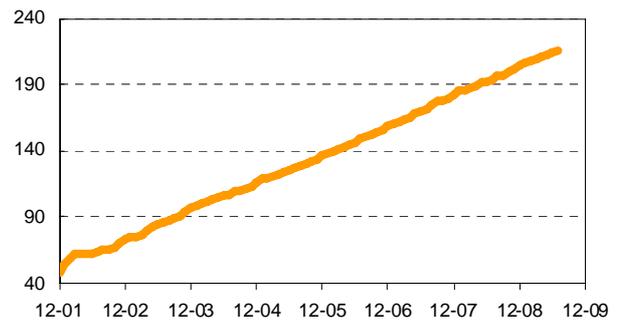
en valeur (en millions d'€)



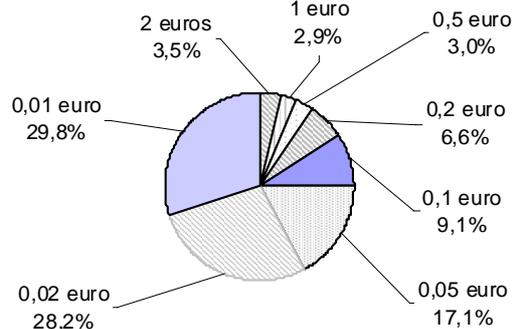
Répartition en valeur à fin juillet 2009



en volume (en millions d'unités)



Répartition par quantité à fin juillet 2009



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis**  
**Réunion**

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32  
Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN  
Editeur : IEDOM  
Achevé d'imprimer le 18 septembre 2009  
Dépôt légal N° 140 – Septembre 2009